Méthodologie d'attribution de degrés de sensibilité au bruit (DS)

Introduction

L'appréciation des nuisances sonores en milieu urbain s'effectue conformément à la base légale constituée par la Loi sur la protection de l'environnement (LPE) et son Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB), entrée en vigueur le 1^{er} avril 1987. Afin de permettre d'évaluer les niveaux sonores, il convient de déterminer les valeurs limites d'exposition applicables qui font référence aux degrés de sensibilité au bruit (DS), ces derniers dépendant de l'affectation du territoire.

Rappel

- Les articles 43 et 44 de l'OPB précisent les exigences et les contraintes d'attribution des DS pour le cadre de plans partiels d'affectation (PPA), ainsi que pour l'ensemble du territoire communal (voir plans n° 1, 2 et 3, ainsi que le nouvel article 60 pour les régions foraines du plan d'extension n° 600).
- En fonction des zones d'affectation prévues par la LAT (article 14), l'OPB (article 43, alinéa 1) exige l'application des degrés de sensibilité au bruit. Cette exigence permet donc d'évaluer les charges de bruit admissibles (valeurs limites d'exposition) selon la nature de l'utilisation du territoire exposé aux différents types de bruit. Ainsi, dans des secteurs où des activités bruyantes sont admises, des immissions plus élevées sont supportables à l'intérieur des bâtiments (locaux à usage sensible au bruit).
- **Cette attribution de DS correspond à la volonté du législateur d'offrir des conditions optimales d'habitabilité en fonction de l'affectation.** En fait, il s'agit d'établir les niveaux de confort pour les personnes séjournant dans des locaux à usage sensible au bruit, compte tenu de la situation présente et future. Ces critères idéaux peuvent être amoindris par des dispositions de déclassement (article 43, alinéa 2) afin de tenir compte des nuisances acoustiques préexistantes qui perdureront.

Ainsi, dans le cadre de la concertation avec l'ensemble des services concernés, il est proposé de déclasser, en degré de sensibilité III, un couloir de part et d'autre des artères structurantes. Cette disposition permet, d'une part, de tenir compte de la charge sonore préexistante avant l'entrée en vigueur de l'OPB et, d'autre part, de faciliter l'obligation d'assainir dite installation routière, étant donné la volonté de confirmer cette infrastructure en axe structurant. Suite à la récente coordination entre les membres du Groupe de coordination de lutte contre le bruit (GCLB) et pour tenir compte des observations émises lors de l'examen préalable (article 56 LATC) en automne 1997, nous avons procédé aux adaptations des DS sur le nouveau plan d'ensemble cadastral.

Méthodologie

En regard de ce rappel des exigences de l'OPB et compte tenu de la pratique au sein de l'administration communale, la méthodologie d'attribution des DS a été appliquée lors de la récente mise au point des trois plans, et ce sur la nouvelle base cadastrale.

1. Attribution du DS selon l'affectation légalisée (PPA, RPE).
2. Première adaptation selon l'utilisation effective.
3. Affinement selon la présence dans le bâti d'entreprises plus ou moins gênantes.
4. Principe de déclassement (article 43, alinéa 2) le long des axes structurants définis selon la hiérarchisation du réseau et en cours d'évolution (application avec précaution de ce principe).

A ce stade, nous soumettons ces plans à l'enquête publique de trente jours, soit du 13 juin au 13 juillet 2000. Le Conseil communal sera par la suite appelé, par voie de préavis, à adopter ces documents et à approuver les réponses aux observations et aux oppositions éventuelles. L'Etat, finalement, ratifiera les plans, et ce après avoir instruit d'éventuels recours.